

Soutenons notre jeunesse !

La FCPE 46, ainsi que la CGT Éduc'action 46 et SUD éducation 46, apportent un soutien plein et entier au mouvement des lycéens aujourd'hui mobilisés devant leurs établissements contre les inégalités des examens 2021 !

Contact :

fcpe46@orange.fr

06 47 82 06 84

Malgré deux années scolaires très dégradées, ponctuées par des programmes non aménagés, des absences d'enseignants non remplacés, des conditions d'enseignement inégalitaires selon les établissements voire au sein du même établissement, de nombreux élèves se retrouvent à passer leurs examens, BTS, bac professionnel, technologique et général, diplôme national du brevet, non réellement préparés. Et surtout ils devront le faire en présentiel sans un réel protocole sanitaire adapté.

En refusant d'appliquer exceptionnellement le contrôle continu une nouvelle fois pour cette année, le gouvernement n'a pas pris toute la mesure de la détresse que connaissent nos enfants.

Passer des examens en présence aujourd'hui :

- ✓ Discrimine les jeunes qui n'ont pu poursuivre leurs cours qu'à distance et encore quand cela était possible, alors que d'autres ont pu les suivre en présentiel ;
- ✓ Pénalise les jeunes qui n'ont pu avoir d'enseignants pour remplacer celles et ceux qui étaient malades ;
- ✓ Stigmatise les jeunes de la voie professionnelle et en BTS, seuls à passer l'ensemble de leurs épreuves d'examen ;
- ✓ Fait prendre à nos enfants le risque de se contaminer car on sait qu'il est impossible de maintenir des gestes barrières dans de nombreuses salles d'examen ;
- ✓ Va entraîner la fermeture de nombreux établissements scolaires dès le mois de juin pour permettre la tenue des examens, alors même que nos enfants ont besoin de suivre leurs cours jusqu'au mois de juillet.

Pour toutes ces raisons, nous demandons que **les examens cette année soient validés par le contrôle continu** et que l'ensemble des personnels en contact avec les élèves et les étudiants ait la possibilité d'être vaccinés en priorité, quel que soit leur âge, dès aujourd'hui.

Il faut d'urgence un plan volontariste de remise à niveau scolaire pluriannuel incluant l'investissement par l'État de moyens humains et matériels

